

**Département des Yvelines
Arrondissement de Saint-Germain-en-Laye**

ARRÊTÉ MUNICIPAL

AUTORISATION DEBIT DE BOISSONS ASSOCIATION EAU VIVE

Le Maire de la Ville de CHATOU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2542-3,

Vu le Code la Santé Publique,

Vu l'arrêté préfectoral du 25 octobre 1995,

Vu l'arrêté municipal du 26 juin 1975,

Considérant la demande formulée par Madame Constante BEHIRA et Monsieur Valère BEHIRA, responsables de l'association EAU VIVE, d'installer un débit de boissons temporaire le jeudi 25 mai 2023 de 20h à 22h à l'occasion d'une rencontre sur le coworking.

ARRÊTE

Article 1 : Madame Constante BEHIRA et Monsieur Valère BEHIRA demeurant 15 avenue d'Eprémèsnil 78400 sont autorisés à ouvrir un débit de boissons temporaire le jeudi 25 mai 2023 de 20h à 22h à l'occasion d'une rencontre sur le coworking.

Article 2 : Le débit de boissons accordé à Madame Constante BEHIRA et Monsieur Valère BEHIRA sera soumis aux horaires fixés par l'arrêté municipal du 26 juin 1975.

Article 3 : Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les deux premiers groupes définis par l'article L.3321-1 du Code la Santé Publique.

Article 4 : Le bénéficiaire de l'autorisation s'engage à :

- Prendre toutes dispositions utiles en vue d'éviter une consommation abusive d'alcools, génératrice d'éventuels troubles de voisinage et de conduites à risques.
- Ne pas servir de boissons alcoolisées à des mineurs.
- Ne servir que les boissons des deux premiers groupes définis à l'article L.3321-1 du Code la Santé Publique.

Article 5 : Tout manquement à ces obligations expose le bénéficiaire de la dite autorisation à se voir refuser toute nouvelle demande d'ouverture de débit de boissons temporaire.

Article 6 : Le Directeur Général des Services, le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, notifié et publié selon la réglementation en vigueur.

Article 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de VERSAILLES, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification et sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à la :

- Madame Constante BEHIRA et Monsieur Valère BEHIRA

PUBLIÉ, le

NOTIFIÉ, le